

N° Affaire : **07/415766**

Référence à rappeler :

Dossier : **238355**

Acte : **479928**

Coll : **sp**

OSEO

27-31 Avenue du Général Leclerc
94 710 Maisons-Alfort Cedex

Objet :

Le Projet Français

Back-Card, entreprise

Médiafort incombant.

www.oseo.fr/oseo/contact

Tél. : 01 41 79 80 00.

Fax. : 01 41 79 80 01.

Chers Gouvernants du Gouvernement, :

Le **Projet** en "Objet" est supporté par 2 **Brevets Français**. L'objectif est de responsabiliser le **Français**, qui ne travaillera plus pour de l'argent qui profite aux riches, mais pour réaliser une destinée qui est la sienne sans une société **Française** s'équilibrant.

Le statut de l'entreprise à créer sera celui d'une régie intéressée, où chaque travailleur sera le patron de son entreprise unipersonnelle. Les salaires seront identiques pour tous. Librement aura été signé un **contrat moral** celui-ci, à aider ses pairs engageant.

Aucun papier ne sera nécessaire pour travailler, mais pour l'honneur d'être utile à la patrie des "**Droits de l'Homme**", tout être humain sera le responsable de toutes ses actions en grande transparence, **Liberté, Égalité, et Fraternité** rappelant.

À l'initiative de la **France** devra être modifiée la totalité des "**portables**" aux retombées économiquement parlant. L'invention s'appelle la **Back-Card**, et ceux qui mercantilement de ce nom veulent profiter, peuvent le faire mais avec la honte évidemment.

Si la **France à Massilia** il y a plus de **XXVI** siècles a inventé la **CIVILISATION**, elle peut y continuer cette œuvre de respect durablement pour l'humanité dans la même cité, comme le ligure le fit et inspire **Chers Gouvernants du Gouvernement**.

Richard BADO d' **Archi** notre équipe partie devant.

P.S. : Toute cour pourra considérer le défaut de réponse du receveur, comme un aveu de complicité l'impliquant dans l'affaire qui sera plaidée au Tribunal Vendredi **14 Mars 2 008** à **08h30**. Avec notre sympathie de trouver les mots vous justifiant en vous souhaitant.

Copies Web et téléfax aux intéressés et autres du **Gouvernement**.